



Politique énergétique de la France

Si la PPE va dans le bon sens climatique, elle doit être consolidée pour gagner en pragmatisme industriel, économique et social

A quelques jours de la COP 24 de Katowice et au lendemain de la publication de la stratégie de l'Union Européenne de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050, le Président de la République vient d'ériger le défi climatique et la sortie des énergies fossiles fortement carbonées en priorités de la politique énergétique du pays. Le jour même où l'ONU publie un rapport alarmiste sur un réchauffement de 3,2°C d'ici la fin du siècle, **cette PPE va clairement dans le bon sens climatique !**

Parce qu'elle demandait que politique énergétique et défi climatique aillent de pair, la CFE Energies salue la reconnaissance de cette priorité qui est d'autant importante que les émissions sont reparties à la hausse en France comme en Europe. Décarbonation du secteur des transports, développement des industries bas carbone, efficacité énergétique dans le secteur résidentiel et industriel... la CFE Energies est plus que jamais convaincue que c'est là que les efforts doivent être concentrés, le Président déclarant que « *il faut accélérer dans le bâtiment* ».

Défendant un mix énergétique diversifié et un mix électrique décarboné bâti sur la complémentarité entre nucléaire et renouvelables, la CFE Energies se reconnaît dans les signaux donnés aux filières industrielles du secteur énergétique français. Mobilité propre, poursuite du développement des énergies renouvelables, report à 2035 du rééquilibrage progressif du mix de production électrique français, priorité donnée à la prolongation du parc nucléaire historique, nouvelle régulation du nucléaire destinée à favoriser les investissements industriels et signal clair en faveur du futur renouvellement du parc nucléaire, **les signaux donnés vont dans le bon sens puisqu'ils donnent la visibilité nécessaire à ces industries du temps long.**

Si la CFE Energies salue le volontarisme affiché dans l'intérêt des emplois industriels implantés en France, elle regrette que le Président de la République n'ait pas suffisamment insisté sur la complémentarité entre l'électricité et le gaz renouvelable qui participe à l'économie circulaire. Elle regrette tout autant **l'absence à ce jour dans la PPE d'études d'impact et d'assise technico-économique** comme le manque de cohérence à vouloir anticiper la réduction du parc nucléaire alors que celui-ci contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays.

Faire les bons choix industriels et agir avec pragmatisme, c'est en effet préserver l'atout que constitue la compétitivité du parc nucléaire français au bénéfice des consommateurs français et de leur pouvoir d'achat. C'est aussi poursuivre le développement des énergies renouvelables mais en évitant toute fuite en avant qui conduirait à importer des matériels conçus et fabriqués hors de France et bien souvent hors d'Europe, et qui aboutirait à augmenter démesurément la charge fiscale pesant sur les ménages français.

C'est bien de ce **pragmatisme industriel mais aussi économique que le Gouvernement doit enrichir la PPE.** Si le Gouvernement fait du climat le moteur de la PPE, il doit en accepter les conséquences en **faisant de la tonne de CO₂ évitée le cœur de ses décisions économiques.**

**LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS!**

CFE-CGC ÉNERGIES

59 rue du Rocher

75008 PARIS

www.cfe-energies.com

presse@cfe-energies.com

Au regard des sommes colossales investies depuis 20 ans par les Français dans le développement des énergies renouvelables pour un gain carbone nul du fait du caractère historiquement très peu carboné du mix électrique français, la CFE Energies demande au Gouvernement de **privilégier la mobilisation des ressources financières du pays sur les actions à gain carbone maximal et qui touchent au quotidien des Français**, à leur qualité de vie et à leur pouvoir d'achat, comme le sont le transport ou la rénovation thermique...

Ce pragmatisme économique est d'autant plus important qu'il est essentiel d'apporter des réponses durables au problème de pouvoir d'achat auquel les Français sont confrontés. Pour la CFE Energies, la maîtrise des prix de l'énergie, bien de première nécessité, est indispensable pour préserver le pouvoir d'achat et lutter contre la précarité énergétique.

Dans cette perspective, le Gouvernement doit s'attacher à **préserver la compétitivité des prix de l'électricité**. Si les annonces faites sur le mix énergétique vont plutôt dans le bon sens climatique, elles restent insuffisantes au regard des questions posées par la soutenabilité du modèle économique d'EDF et sa capacité à financer, dans la durée, les investissements nécessaires à la transition énergétique et à la préservation de la compétitivité électrique du pays comme du pouvoir d'achat des Français. Comme le Président de la République l'a dit dans d'autres domaines, il est temps de mettre fin à la procrastination et aux renoncements des gouvernements successifs en mettant en place une **politique tarifaire responsable qui assure en même temps le maintien d'un prix juste pour les consommateurs français et une couverture des coûts qui assure le financement des investissements** prévus par la PPE.

Si la CFE Energies défend davantage de pragmatisme dans cette PPE, c'est aussi parce qu'elle est pleinement consciente de **l'impératif de sécurité d'alimentation électrique du pays**. Face aux incertitudes sur l'évolution de la demande d'électricité, le financement et le rythme de montée en puissance des énergies renouvelables et les ruptures technologiques sur le stockage, il est essentiel de **préserver les marges de manœuvre du système électrique** en garantissant la disponibilité d'actifs qui pourraient s'avérer essentiels à la sécurité énergétique des Français.

Dans cette perspective, elle appelle le Gouvernement à **refuser tout calendrier politique de fermeture de centrales nucléaires ou au charbon et à éviter une précipitation qui relèverait davantage du dogmatisme que du pragmatisme**. Si la fermeture des centrales nucléaires avant 50 ans est une hérésie industrielle et économique, la fermeture précipitée des centrales au charbon française alors que certains voisins européens gardent un mix électrique très carboné est elle une hérésie climatique et une prise de risque électrique.

La CFE Energies regrette tout autant que **cette PPE fasse l'impasse sur la première des énergies renouvelables et le premier outil de stockage d'énergie qu'est l'hydroélectricité**. S'il veut être cohérent avec les ambitions affichées dans cette PPE, y compris vis-à-vis du pouvoir d'achat des Français, le Gouvernement doit arrêter de tergiverser face à l'oukaze concurrentiel de la Commission européenne qui conduirait à une désoptimisation du système hydroélectrique national synonyme d'augmentation des coûts. A six mois des élections européennes, la cohérence gouvernementale est plus qu'essentielle.

Enfin, **la CFE Energies regrette la faiblesse de la dimension sociale de la PPE** alors qu'elle est convaincue qu'une transition énergétique qui ne serait pas synonyme d'exemplarité dans les reconversions industrielles, l'accompagnement social et les transitions professionnelles exemplaires est vouée à l'échec. **C'est aussi au plan social que la réussite de la PPE se joue !**

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com

**LA CFE ÉNERGIES,
100% LIBRES... 100% VOUS !**

